Un programme révolutionnaire et concret, c'est possible! (contribution pour le BI)

La conférence nationale doit armer le parti d'un programme de transition concret face à la crise. Ce serait une erreur de présenter un programme flou pour ne pas « effrayer » ou ne pas paraître « archaïque » : nous serions incapables de nous distinguer des antilibéraux, avec en prime l'étiquette du « diviseur ». Présenter un « plan d'urgence » en restant évanescent sur la question des moyens serait une impasse. Les travailleurs nous attendent sur la question du « comment » et ils ont raison ! Qu'avons nous à proposer face à la fable antilibérale de « gauche » et à l'escroquerie du FN qui séduit une partie des travailleurs avec un discours soit-disant « anti-système », mais en fait au service du capital et de la noire réaction ?

Nous devons nous positionner comme un parti au service des travailleurs en lutte, qui défende jusqu'au bout leurs revendications en s'opposant au système en tant que tel et à toutes les marionnettes qui le servent. Il faut polémiquer contre les fausses solutions des antilibéraux, qui veulent nous rejouer 1981 en moins radical : osons défendre la perspective du communisme, une société sans classe, sans État, débarrassée des grands et petits chefs, du travail aliéné, qui nous permette enfin de développer nos capacités, alors que nous sommes écrasés par la domination capitaliste !

Soyons clairs aussi sur les moyens à mettre en œuvre pour éradiquer le capitalisme. Ceux qui prétendent augmenter les salaires pour résoudre la crise nous vendent des illusions : du point de vue du capital, toute mesure en faveur des travailleurs ne fait qu'empirer la crise. Nos mots d'ordre n'ont un sens que s'ils contribuent non seulement à la mobilisation des masses, mais sont en outre articulés avec la nécessaire prise du pouvoir par les travailleurs, érigeant leurs propres institutions pour venir à bout des rapports capitalistes. Mais cela ne suffit pas encore. Nous devons présenter, mettre en débat, les premières mesures que devrait prendre un gouvernement des travailleurs (et non un gouvernement de bonnes âmes « au service » des travailleurs : « il n'est pas de sauveur suprême » !). C'est ainsi que nous pourrons convaincre les prolétaires que notre anticapitalisme n'est pas une posture morale, mais la seule issue réaliste. Un gouvernement ouvrier déciderait :

- Expropriation des grands groupes capitalistes, à commencer par ceux du CAC 40, et pas seulement les banques ou le secteur de l'énergie (comme le propose le « texte B ») ;
- Contrôle ouvrier sur la production et planification économique selon les besoins définis par les travailleurs eux-mêmes ;
- Répudiation de la dette, sortie de l'UE capitaliste, mise en place d'une monnaie nationale inconvertible, démantèlement des marchés financiers, monopole du commerce extérieur (contrôle strict des flux de marchandises) ;
- Lutte pour l'extension internationale de la révolution, car il ne peut pas y avoir de

socialisme dans un seul pays.

Il n’y a aucune fatalité à ce que les travailleurs écœurés par ce système se tournent vers le FN. Notre responsabilité est immense et nous devons envoyer un signal clair à notre classe : assumons que nous combattons pour le communisme révolutionnaire !

Sylvain (Centre Essonne, GTE, P4/TC), le 3 juin 2011